

Zeitschrift: Energeia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2009)
Heft: 1

Artikel: "Un véritable big-bang le 1er janvier 2009" : Interview
Autor: Steinmann, Walter / Buchs, Matthieu
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-641527>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«Un véritable big-bang le 1^{er} janvier 2009»

INTERNET

Office fédéral de l'énergie OFEN:
www.bfe.admin.ch

Walter Steinmann, directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), dresse le bilan de l'année écoulée et passe en revue les dossiers importants.

Walter Steinmann, il y a une année, dans les colonnes de ce même journal, vous vous disiez heureux d'être parvenu à une solution pour ouvrir le marché de l'électricité. Depuis quelques mois, les critiques se font nombreuses. Quel est votre sentiment?

Cela n'a rien de surprenant. Avec la libéralisation du marché de l'électricité, nous pénétrons d'un coup dans un monde entièrement

certain nombre de critiques. Quel est votre avis?

La rétribution à prix coûtant du courant injecté issu du renouvelable est un grand succès. Nous avons reçu beaucoup plus d'annonces que prévu. Cela témoigne de l'intérêt de la population et de l'économie pour investir aujourd'hui dans les énergies renouvelables. La critique de ce modèle porte avant tout

«POUR LA RECHERCHE ET LA FORMATION, LE DETEC NOUS ACCORDERA CINQ MILLIONS DE FRANCS SUPPLÉMENTAIRES EN 2009.»

nouveau. Au vu de cette réorganisation complète, le 1^{er} janvier s'apparente à un véritable «big-bang». Nous sommes d'avis que la loi va dans la bonne direction. Bien sûr, ces changements entraînent un certain nombre d'incertitudes. Il tient maintenant à nous tous de les surmonter et de veiller à un bon déroulement de l'ouverture du marché.

Comment évaluez-vous, dans le contexte actuel, les chances de succès de la deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité qui, rappelons-le, devrait permettre dès 2014 à tous les consommateurs de choisir librement leur fournisseur?

Nous devons en premier rassembler des expériences. Ensuite seulement nous verrons où résident les potentiels d'amélioration. Pour 2014, il faudra dresser le bilan et engager les prochaines étapes à temps. Mais il serait faux de vouloir, aujourd'hui déjà, tout remettre en question.

Janvier 2009 coïncide également avec le véritable lancement de la rétribution à prix coûtant du courant injecté issu du renouvelable. Ce modèle doit lui aussi essuyer un

sur l'insuffisance de la dotation financière par rapport à l'énorme intérêt. Il faut des solutions. Nous ferons des propositions au Conseiller fédéral Moritz Leuenberger d'ici à l'été 2009.

Le 21 février 2008, le Conseil fédéral avait adopté deux plans d'action pour augmenter l'efficacité énergétique et pour promouvoir les énergies renouvelables: 22 mesures ont été retenues. Pour certaines, dont un programme national d'assainissement des bâtiments, le mode de financement n'est pas encore arrêté. Comment pensez-vous résoudre ce problème?

Je suis particulièrement heureux que nous ayons reçu l'accord de principe du Conseil fédéral en février pour les plans d'action. Certaines mesures, comme par exemple les exigences minimales sur les appareils ménagers, ont déjà été partiellement mises en œuvre. Pour d'autres mesures, nous cherchons encore les moyens financiers nécessaires. Là aussi, nous progressons. Ainsi, pour la recherche et la formation, le DETEC nous accordera en 2009 cinq millions de francs supplémentaires. Et en novembre 2008, le

Conseil fédéral a approuvé le programme national d'assainissement des bâtiments comme faisant partie d'un paquet de mesures visant à redresser l'activité économique. Début 2009, il s'agira de concrétiser ce programme et de le développer ensemble avec les cantons.

Le travail ne manquera donc pas. Quels sont, justement, les grands défis qui attendent l'Office fédéral de l'énergie en 2009?

Bien sûr, il y a l'ouverture du marché de l'électricité. Nous attendons les premières décisions de principe de la Commission fédérale de l'électricité et nous analyserons le résultat des premières expériences afin de déceler puis de préparer les améliorations possibles. En outre, nous allons observer avec attention le développement de la rétribution à prix coûtant du courant injecté issu du renouvelable et présenter, d'ici à l'été 2009, des propositions pour la suite. La sécurité de l'approvisionnement sera également un thème majeur. Celle-ci n'est pas seulement fondamentale pour le marché interne de l'électricité, mais elle est aussi importante dans le cadre des négociations en cours avec l'UE ainsi que dans celui de la construction de nouvelles grandes centrales en Suisse. La problématique des lignes électriques à haute tension y est également liée. Nous réfléchissons à mettre sur pied un plan sectoriel pour les réseaux afin de mieux planifier les investissements nécessaires au niveau des aménagements territoriaux. Finalement, nous allons intensifier ces prochaines années notre engagement à l'échelle internationale par une collaboration plus forte avec nos pays voisins de même qu'avec d'autres pays importants.

En parlant du réseau électrique, certains projets de construction de lignes à haute tension sont bloqués depuis de très nombreuses années. Comment les faire avancer?

Les projets de lignes suscitent craintes et émotions. Il nous faut le prendre en considération et veiller à ce que les demandes de la population concernée soient intégrées dans les décisions au même titre que les réflexions économiques des exploitants. En 2009, nous proposerons à la discussion une série de critères permettant de définir de façon claire et transparente les circonstances justifiant ou non un enfouissement des lignes à haute tension.

Parmi les thèmes énergétiques actuels figure également la gestion des déchets radioactifs. La Nagra (Société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs) a proposé fin 2008 plusieurs régions aptes à

accueillir des sites de dépôt en couches géologiques profondes. Quelles ont été les premières réactions des régions concernées?

Lors de nos réunions d'information, nous avons pu constater des réactions très diverses; parfois même de fortes oppositions. Mais à d'autres moments, les citoyennes et citoyens présents ont consenti à une discussion portant sur les faits. Ce qui est sûr, c'est que nous allons collaborer très étroitement ces prochaines années avec toutes les régions et les cantons concernés ainsi qu'avec les pays voisins. Nous devons chercher le dialogue. Les cantons nous ont signalé qu'ils entendaient participer aux groupes de travail planifiés et aux différentes étapes du processus.

Selon le plan sectoriel «Dépôts en couches géologiques profondes» approuvé par le Conseil fédéral en avril 2008, il faudra encore une dizaine d'années avant que les décisions définitives quant aux sites soient prises. Pourquoi autant de temps?

Les règles concernant la recherche d'un site sont définies de manière contraignante dans le plan sectoriel «Dépôts en couches géologiques profondes». Elles comprennent trois étapes nécessitant chacune du temps. Du temps pour le réexamen précis des régions proposées mais aussi du temps pour d'autres études scientifiques ainsi que pour les discussions nécessaires avec la population et la politique. Ce temps, nous l'avons. Les sites des dépôts doivent être prêts pour 2030 ou 2040. L'important est d'avoir une procédure transparente et largement acceptée pour aboutir à la désignation des sites.

Restons dans le domaine du nucléaire où trois demandes d'autorisation générale pour de nouvelles centrales ont été faites en 2008. Quelle est leur chance d'aboutir?

Je ne suis pas voyant. La seule chose que je puisse dire avec certitude est que les demandes seront maintenant examinées en détail par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) et par nous-mêmes. Ensuite suivra une large procédure d'audition de toutes les expertises et finalement, le Conseil fédéral décidera de l'octroi des autorisations générales dans 2,5 à 3 ans. Cette décision devra alors être approuvée par l'Assemblée fédérale et là, un référendum facultatif pourra être saisi. La votation populaire correspondante serait probablement organisée vers 2013 ou 2014. Chez nous, le peuple a toujours le dernier mot.

A travers son programme SuisseEnergie, la Confédération encourage les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Or,

ce programme arrive à son terme en 2010. Donnez-nous deux bonnes raisons de le poursuivre?

Premièrement, SuisseEnergie est un moteur économique pour les innovations dans le secteur de l'énergie dont nous avons encore besoin en Suisse. Deuxièmement, notre système énergétique est en pleine mutation. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) parle même d'une révolution énergétique à venir. En cette période de changements, il est indispensable d'avoir une plate-forme pour coordonner les nouvelles conditions-cadres pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Tout comme il est indispensable d'encourager le transfert de technologie, la communication, la formation et le perfectionnement.

En 2008, le prix du pétrole a joué au yo-yo. Ce comportement a-t-il une influence sur la politique énergétique de la Suisse?

Naturellement. La hausse du prix du pétrole a aiguisé la conscience de nombreuses personnes par rapport à notre dépendance aux énergies fossiles. Nombre de citoyens et de politiciens se sont rendus compte qu'il nous faut de nouvelles mesures plus pointues en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables pour aller vers la durabilité.

Terminons ce tour d'horizon en évoquant le bilan 2008 de l'Office fédéral de l'énergie. En quoi vous donne-t-il satisfaction?

L'année écoulée fut extrêmement chargée. Elle nous a permis d'obtenir de nombreux résultats positifs. Certains constituent maintenant une nouvelle base pour le travail de ces prochaines années. C'est notamment le cas de la stratégie énergétique adoptée par le Conseil fédéral: elle sert de base à la mise en œuvre des plans d'action mais également à tous les autres travaux en matière de sécurité d'approvisionnement. Il y a également le plan sectoriel pour les dépôts en couches géologiques profondes qui définit de manière transparente la procédure et les critères de sélection des sites pour les dix prochaines années. Un autre point positif est l'entrée en service de la Commission fédérale de l'électricité (ElCom). Nous possédons désormais un bon juge sur le marché de l'électricité. Nos activités internationales, que nous souhaitons encore intensifier dans les années à venir, ont également rencontré un grand succès. Et personnellement, ce qui m'a particulièrement réjoui en 2008 fut les nombreuses discussions sur les défis de la politique énergétique que j'ai pu avoir avec de nombreux citoyens, politiciens, scientifiques ou encore représentants de l'économie.

Interview: Matthieu Buchs